

LE MOUVEMENT EUROPÉEN POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE GRANDIT!

Partout en Europe, des initiatives et des groupes de militants contribuent à l'essor du mouvement pour la souveraineté alimentaire. Dans l'environnement politique et économique actuel, dominé par les cures d'austérité et l'échec de la réforme de la PAC, la croissance de notre mouvement est plus nécessaire que jamais.

La diversité du mouvement est l'un de nos plus grands atouts: la pluralité des approches et des points de vue est importante; elle nous fortifie. Il est toutefois essentiel de développer des stratégies communes, des actions et des outils collectifs afin de relever les défis communs et de surmonter les obstacles qui se dressent contre la souveraineté alimentaire et la mise en œuvre d'un système agro-alimentaire alternatif.

La première édition du Forum Nyéléni Europe pour la souveraineté alimentaire s'est tenue en Autriche en 2011. L'organisation du Forum a joué le rôle de catalyseur pour le mouvement autrichien de la souveraineté alimentaire. Depuis lors, le nombre de personnes qui travaillent à la construction d'un système agricole et alimentaire fondé sur la solidarité et le développement durable n'a cessé de croître. Nous pensons toutefois qu'il est aujourd'hui nécessaire de se donner un autre temps de réflexion en commun. Par conséquent, nous avons décidé d'organiser Nyéléni Autriche - un Forum autrichien de la souveraineté alimentaire en 2014.

Nous voulons apprendre des nombreuses expériences menées pour résister au modèle dominant de l'agri-business qui sert l'intérêt de quelques uns. Nous voulons réfléchir aux différentes luttes qui accompagnent forcément la création d'un système agro-alimentaire fondé sur la souveraineté alimentaire. La grande diversité des personnes impliquées dans le processus Nyéléni nous permet d'apprendre les uns des autres; nous avons aussi la volonté de réfléchir sur nos pratiques et de dépasser nos contradictions.

Nyéléni Autriche se tiendra en avril 2014. Nous sommes convaincus qu'il s'agit d'une étape importante pour renforcer et élargir le mouvement pour la souveraineté alimentaire en Autriche. Nous allons construire notre Forum sur la Déclaration et le Plan d'action de Nyéléni Europe afin de contribuer à notre combat commun européen pour la souveraineté alimentaire et un autre système agro-alimentaire. *Irmis Salzer, Comité Nyéléni Europe*

Le processus d'un Forum Européen Nyéléni a été initié par la Coordination Européenne Via Campesina, Les Amis de la Terre, Attac Europe, Vredeseilanden, le Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire et la Marche Mondiale des Femmes. À ces organisations se sont jointes Urgenci et d'autres organisations européennes et nationales.

"Nous appelons les peuples et les mouvements sociaux d'Europe à s'engager, avec nous, dans toutes nos luttes pour reprendre le contrôle de nos systèmes alimentaires et construire le mouvement pour la Souveraineté alimentaire en Europe MAINTENANT!"
(Déclaration de Nyéléni Europe 2011)

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN EUROPE MAINTENANT!

EDITO



L'agroécologie critique le modèle dominant fondé sur la monoculture qui dépend des apports extérieurs et ne prend en compte que la maximisation des rendements comme critère de réussite; ce modèle néglige les contraintes et les objectifs environnementaux. En tant que mouvement social, l'agroécologie combat les effets sociaux de l'agro-industrialisation et de l'économie de marché mondialisée, explore des alternatives fondées sur l'autonomie, la participation et l'utilisation intelligente des ressources.

De nombreuses expériences sont menées dans ce sens en Europe.

Des agriculteurs, des organisations sociales et des organismes de recherche se sont réunis à Bruxelles en juin pour discuter d'un "programme de transformation" pour l'agroécologie en Europe. Une proposition concrète commune a récemment été finalisée avec la présentation d'un projet COST Action destiné à mettre en place un réseau scientifique plus structuré en lien avec des organisations de producteurs pour mener des recherches sur les pratiques agro-écologiques.

Les membres de la Coordination Européenne de la Via Campesina (ECVC) participent à un programme d'échange Grundtvig axé sur l'agro-écologie qui vise à mieux faire connaître les principes et les pratiques agro-écologiques et leur contribution au développement durable et à les partager avec les agriculteurs, les consommateurs, les décideurs et le grand public. Un projet Grundtvig parallèle à celui-ci, impliquant 4 partenaires d'Italie, de Suisse, de France et du Royaume-Uni, s'intéresse aux façons de démocratiser la recherche agricole (la première réunion est prévue à Rome à la fin janvier) et à la manière de la faire converger avec les initiatives d'ECVC. Il s'agit à la fois de promouvoir les échanges sur le thème de l'innovation paysanne et des pratiques d'expérimentation à la ferme et aussi de discuter des implications politiques pertinentes avec les institutions de gouvernance de la recherche aux niveaux national, européen et international.

Le dernier projet fait suite à l'événement qui a eu lieu fin septembre 2013 à St. Ulrich (Forêt-Noire, Allemagne) sur la culture paysanne et la souveraineté alimentaire et qui a réuni plus de 60 personnes en provenance des pays européens et du Sud. Le concept de souveraineté alimentaire implique le développement endogène de systèmes alimentaires contrôlés localement, avec des niveaux élevés de diversité biologique et culturelle; pour cela, une connaissance radicalement différente de celle proposée aujourd'hui dans les établissements publics (universités, réflexion sur les politiques agricoles par les gouvernements, les bailleurs de fonds ...) est requise. De nombreuses expériences méritent d'être valorisées auprès des décideurs et des universitaires pour une plus grande reconnaissance institutionnelle.

LE MOUVEMENT EUROPÉEN DE L'AGRICULTURE SOUTENUE PAR LA COMMUNAUTÉ S'APPUIE SUR DEUX PILIERS : LES ÉCHANGES D'EXPÉRIENCES ET LES ACTIONS DE PLAIDOYER

Urgenci, le réseau des mouvements de l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), se développe dans une tension positive entre, d'une part, les échanges pratiques entre acteurs sur le terrain, et des actions de plaidoyer pour influencer le cadre juridique et institutionnel d'autre part.

Ceci est le reflet des deux dimensions de l'ASC: c'est à la fois un moyen immédiat de maintenir ou de créer des milliers d'exploitations familiales et paysannes et de mettre en œuvre la souveraineté alimentaire au quotidien. C'est en même temps un message envoyé aux institutions: des citoyens engagés luttent avec les paysans pour se réapproprier le contrôle de la chaîne alimentaire et mettre fin au pouvoir absolu d'un petit nombre de compagnies aidées par une armée de lobbyistes.

Les dernières actualités du réseau international Urgenci soulignent cette double dimension: échanges pratiques et actions de plaidoyer.

Le projet CSA4Europe d'échanges entre partenariats locaux et solidaires entre producteurs et consommateurs (PLS), dans huit pays européens, prend fin après deux années d'un programme chargé et réussi. Citons notamment l'écriture collective du manuel européen de l'ASC qui reprend tous les éléments indispensables à la création et au -bon!- fonctionnement d'un PLS pour les prochaines générations d'amapiens. Et les échanges entre paysans, consom'acteurs et activistes continuent!

Juste un exemple: du 10 au 12 octobre dernier, environ 30 praticiens de l'ASC en provenance de 7 pays différents se sont réunis à Lyon, dans le cadre de 2 projets d'échanges européens différents. L'un d'eux porte sur « La logistique des circuits courts alimentaires », car les valeurs de l'ASC et des AMAP irriguent à présent d'autres systèmes de distribution pour la souveraineté alimentaire: des visites ont été organisées à AlterConso et à De la Ferme au Quartier. Ces deux initiatives sont fondées sur des contrats entre producteurs et consommateurs où ces derniers s'engagent à payer en avance. La différence avec les AMAPs et autres PLS, c'est qu'elles s'appuient sur un intermédiaire: une coopérative rassemblant producteurs, consommateurs et salariés de la plateforme logistique.

Outre les échanges européens, des conférences de partage d'expériences sont aussi organisées: par exemple, une conférence internationale sur les filières courtes à Estella, en Navarre, s'est tenue les 26 et 27 octobre, grâce à la coordination d'Ecologistas en accion. La deuxième dimension, celle du plaidoyer, a été très efficace cet automne. Les mouvements européens de l'ASC ont été très actifs à Bruxelles (les 11 et 12 septembre) au cours de la consultation régionale du mécanisme de la société civile, un organe consultatif de la FAO des Nations Unies.

Grâce à leur action, la 40e session du Comité pour la session de la sécurité alimentaire à Rome a bénéficié de propositions concernant les PLS.

Urgenci et le réseau belge des GASAP ont également participé à une audition publique au Parlement européen à Bruxelles, le 18 Octobre. Les vidéos de ces interventions sont disponibles en ligne: à vos écrans!

Entre échanges de terrain et plaidoyer international, le mouvement européen des PLS prend appui sur ses deux pieds pour gagner la course contre les entreprises agroalimentaires productivistes!



LES TRAVAILLEURS AGRICOLES 'SANS PATRON' DE LA SOC SAT OCCUPENT UNE SERRE À ALMERIA DANS LEUR LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE DE LEURS DROITS ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

L'Andalousie est caractérisée par une énorme concentration de terres agricoles -avec 2 % des propriétaires qui possèdent 50 % de l'espace agricole - et par une agriculture industrielle qui occupe 40 000 hectares de culture intensive sous plastique à Almería. Là, plus de 3 millions de tonnes de fruits et légumes sont produits annuellement, dont 70 % des produits sont destinés à l'exportation vers l'Europe centrale et du nord. Dans les serres environ 100 000 travailleurs agricoles, dont la plupart sont immigrants, travaillent sous des conditions de travail difficiles, aussi bien physiques que sociales et précaires pour un système agraire où une production au plus bas coût est visée, et dont seuls les principaux exportateurs et les grossistes contrôlent et profitent d'un tel système.

Dans une région économique et socialement vulnérable, avec un nombre croissant de chômeurs, la SOC SAT (syndicat des travailleurs agricoles et union des travailleurs andalous) se bat depuis 35 ans par l'occupation de terres agricoles et la création de coopératives pour la construction d'un modèle agraire écologiquement et socialement équitable pour le sol et les ressources naturelles. Cette année, pour la première fois, s'étend une terre occupée au milieu de la mer de plastique d'Almería.

Au début du mois de mai de cette année, plus de 100 travailleurs et activistes de la SOC SAT ont décidé de prendre en main leur destin collectif et occupent un espace de 30 hectares appartenant à l'entreprise agricole Simon Sabio. Face à une dette de plus de 2 millions d'euros et de nombreuses manoeuvres juridiques, les travailleurs agricoles venant essentiellement du Maroc, continuent d'avoir cet espace sous contrôle afin d'éviter l'installation de serres détenues par d'autres sociétés.

On commence en août à acheter une partie des terres et à produire pour la consommation alimentaire des familles et du marché local.

Les travailleurs agricoles exigent un moyen d'acquisition légale des serres; dans le cas d'acquisition par une autre entreprise, la nécessité que toutes les parties prenantes discutent des garanties associées pour les travailleurs engagés. La défense du droit du travail va ici de pair avec la défense d'un modèle agricole fondé sur les idées d'agroécologie et de souveraineté alimentaire.

Contact, support and more information: www.satalmeria.blogspot.com.es, www.socalmeria.wordpress.com, socalmeria@yahoo.es, sober.alim.sindicatoandaluz@gmail.com

DIRECTIVES VOLONTAIRES POUR UNE GOUVERNANCE RESPONSABLE DES RÉGIMES FONCIERS APPLICABLES AUX TERRES, AUX PÊCHES ET AUX FORÊTS DANS LE CONTEXTE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE NATIONALE

Les recommandations pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, ont été officiellement approuvées par le Comité sur la sécurité alimentaire (CSA) mondiale le 11 mai 2012. Depuis lors, la FAO a organisé dix ateliers régionaux afin de procéder à une évaluation des recommandations, et de discuter avec les différentes parties prenantes des moyens de sa mise en œuvre.

Lors de l'atelier européen qui s'est tenu à Sofia (Bulgarie) les 28 et 30 octobre 2013, les représentants des différentes Organisations de la Société Civile européennes ont eu la possibilité de présenter leur point de vue et leurs exigences concernant les directives volontaires sur le foncier (Gouvernance Foncière, GF). Voici un court résumé de cette présentation:

Que voulons-nous mettre en œuvre dans les mois à venir?

Nous avons besoin d'un cadre juridique clair pour préserver nos droits à cultiver la terre et à nourrir nos familles et garantir et promouvoir l'accès à la terre pour les petits producteurs et une agriculture durable. La mise en œuvre de ces directives sur les régimes fonciers pourrait être l'occasion de définir un cadre clair pour garantir l'accès aux ressources naturelles aux petits producteurs. Même si les recommandations ne sont pas un instrument juridique international contraignant, elles constituent néanmoins des règles de droit (même si elles ne posent pas d'obligation juridiquement sanctionnée.) Elles se réfèrent aux droits de l'Homme et, à ce titre, constituent une orientation pour les gouvernements sur la façon d'améliorer la gouvernance foncière et la gouvernance des ressources naturelles.

L'étude de Hands Off the Land (menée par le TNI, la Via Campesina, la FIAN et des organisations nationales, intitulée: La concentration des terres, l'accaparement des terres et les luttes des peuples en Europe) vise à documenter la question de l'accaparement des terres en Europe en illustrant ce phénomène par des cas concrets d'accès inégal à la terre et d'accaparement des terres.

En ce sens, nous appelons les Etats européens à respecter leurs obligations existantes et mettre en œuvre la Gouvernance Foncière (GF). Fondées sur le droit international relatif aux droits de l'homme, ces directives contiennent des principes de mise en œuvre, et affirment que la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts n'est pas une question de business, c'est un droit fondamental qui doit être reconnu, respecté et garanti.

C'est pourquoi, afin de mettre en œuvre la GF, nous demandons que:

1. Les pays européens ne limitent pas l'application de la GF aux pays du Sud et de l'Europe de l'Est. Les pays européens doivent réviser leurs politiques nationales actuelles qui contribuent à accroître la concentration des terres tout en discriminant et en marginalisant les petits producteurs et les jeunes agriculteurs. Ces politiques européennes ont également des impacts négatifs sur les droits de l'homme en dehors de l'Europe;
2. Les Etats reconnaissent que la GF a été adoptée et qu'ils mettent en œuvre l'ensemble de ses directives et pas seulement une liste facultative des meilleures pratiques;
3. L'Union européenne adopte une directive spéciale sur l'accès à la terre en faveur des petits agriculteurs et des travailleurs agricoles actuels et potentiels afin d'inviter la Commission européenne à prendre des mesures contre la concentration des terres et l'accaparement des terres au niveau de l'UE;
4. La FAO joue son rôle de facilitateur en organisant des tables rondes et des plates-formes multi-acteurs, en particulier dans les situations de conflit ou lorsque ces dernières sont initiées par des mouvements sociaux et / ou des OSC. Nous proposons que la FAO organise un atelier en Europe occidentale (à Bruxelles), comme elle l'a déjà fait dans d'autres régions.

ACCORD COMMERCIAL UE-USA

Les négociations entre l'Union européenne et les Etats-Unis sur un accord commercial transatlantique - (TTIP, Transatlantic Trade and Investment Partnership. partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement) - ont débuté en juillet 2013. Ces négociations commerciales pourraient avoir des impacts négatifs importants sur l'alimentation et l'agriculture des deux côtés de l'Atlantique.

En Europe et aux États-Unis, les petites exploitations agricoles et les fermes familiales sont acculées à la faillite. En effet, le modèle économique qui régit actuellement les négociations commerciales, comme le TTIP, ne considère les agriculteurs que comme de simples producteurs de matières premières. Ils ignorent le fait que dans leurs fermes, les paysans produisent de la nourriture pour des personnes, que leur rôle est essentiel dans les économies rurales locales et pour les écosystèmes, en termes de protection de la biodiversité et de fertilité des sols.

Les tarifs douaniers sur les produits agricoles échangés entre les Etats-Unis et l'UE sont déjà extrêmement bas. L'objectif du TTIP est de réduire, voire supprimer totalement les règles et les normes qui régissent la manière dont la nourriture est produite - alors que ces règles ont été mises en place démocratiquement. Une façon d'y parvenir est de mettre en place un système dans lequel des substances ou des produits qui sont considérés comme sûrs dans un pays ou une région sont automatiquement acceptés dans un autre. Cela signifie que toutes les importations sont autorisées, même si elles ne répondent pas aux normes spécifiques en vigueur dans le pays importateur.

Ce processus de déréglementation pourrait avoir un impact considérable sur notre système alimentaire et agricole. Par exemple, il pourrait conduire à :

- réduire considérablement l'information des consommateurs sur les ingrédients présents dans les produits alimentaires et mettre en péril les systèmes émergents d'étiquetage obligatoire des OGM en Europe et aux Etats-Unis;
- la présence de substances toxiques et potentiellement toxiques, comme les pesticides et les produits génétiquement modifiés, dans notre alimentation;
- l'assouplissement des normes régissant la production alimentaire, y compris la façon dont la viande est manufacturée;
- des restrictions sur des conditions d'obtention des marchés publics, résultant en une remise en cause des préférences accordées aux produits locaux pour la restauration collective pour les écoles;
- la poursuite de la concentration du contrôle de la chaîne alimentaire par une poignée de sociétés transnationales.

Les négociations se déroulent à huis clos et les décisions qui sont prises restent confidentielles. Les organisations de la société civile réclament plus de transparence et ont obtenu pour seule réponse qu'elles devraient faire confiance aux négociateurs. Les Amis de la Terre Europe exige que les négociations commerciales ne puissent pas :

- introduire de nouveaux engagements dans les domaines relatifs à la sécurité alimentaire, la santé animale ou végétale;
- créer des règles qui limiteraient la prise de décision au niveau local sur les marchés publics et la réglementation relative notamment aux programmes de « ferme à l'école » et autres efforts locaux visant à améliorer les systèmes alimentaires;
- mettre un frein sur les lois en matière d'étiquetage qui donnent aux consommateurs plus d'information sur leur nourriture.

Plus d'informations sur ce sujet (en anglais) sur le site des Amis de la Terre Europe.



FEMMES

Le 5 Octobre dernier, la Géorgie a célébré la Journée internationale de la femme rurale.

A cette occasion, une grande exposition /vente de produits locaux s'est tenue à Kachreti avec les femmes agricultrices des 50 régions de Géorgie. Y ont aussi participé membres du gouvernement et députés, représentants des ONG/OSC, organisations internationales, etc



FORUM POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN CROATIE, 26/27 OCTOBRE

Pour la deuxième fois, un réseau d'activistes organisait le Forum local de la souveraineté alimentaire en Croatie. Le Forum a eu lieu dans la ville de Velika Gorica en les 26 et 27 octobre 2013. Deux thèmes principaux ont été abordés: comment protéger nos variétés locales de plantes et d'animaux et comment encourager les différents modèles de circuits courts entre producteurs et consommateurs. Plusieurs initiatives ont été présentées, venant de toute la Croatie, avec pour objectif clair de donner des réponses aux problèmes qui nous fatiguent tous et d'encourager les participants à trouver eux-mêmes les modèles possibles de coopération qui peuvent remédier aux situations locales qu'ils rencontrent. Lors des discussions des samedi et dimanche, les participants ont présenté leurs produits et leurs initiatives à la foire organisée dans le centre-ville, aux côtés de deux autres événements traditionnels qui promeuvent le patrimoine local et la gastronomie (Gastro-Turopolje et la Journée des pommes).

La ville de Velika Gorica joue un rôle symbolique dans la lutte pour la souveraineté alimentaire en Croatie. L'an dernier, l'emplacement du marché paysan couvert a été loué à la chaîne de supermarchés Bill. Quand les travaux de construction ont commencé, le marché a déménagé dans la rue, sous des tentes. Les agriculteurs locaux, qui gagnent leur vie en vendant leurs produits dans ce marché, ne savent toujours pas où sera le nouveau marché. Il sera très probablement installé dans le supermarché, mettant en lumière une fois de plus l'intense contraste qui existe entre l'agriculture locale et familiale et les grands groupes agro-alimentaires internationaux.

SAUVONS KISHANTOS

Kishantos est au service de la durabilité et de la démocratie en Hongrie depuis 21 années. Il s'agit d'un Centre de l'université populaire avec une ferme pédagogique en bio de 452 hectares. Kishantos est menacée par l'accaparement des terres. Nous pouvons sauver Kishantos grâce à vous: mobilisons-nous!

Le Centre de développement rural Kishantos est une ONG hongroise créée par les populations locales. Le centre comporte deux parties principales: le Centre de formation de l'université populaire et la ferme pédagogique bio sur 452 hectares. Sa mission principale est d'aider les personnes à mettre leurs connaissances à jour et de promouvoir les idées de durabilité et de démocratie. Vaste programme! La ferme pédagogique bio entoure le centre de formation.

Au cours des vingt dernières années, Kishantos a mis en place avec la société locale du village de Hantos un programme dont l'objectif principal est de proposer aux jeunes Hongrois des expériences pratiques sur la démocratie et le développement durable. Ne laissons pas ce lieu unique disparaître.

Plus d'informations:

http://lmv.hu/Save_Kishantos

ECVC ORGANISE UNE GRANDE MANIFESTATION ET CONFÉRENCE SUR LES SEMENCES LE 21 JANVIER À BRUXELLES!

La réforme en cours sur la commercialisation des semences, la santé animale et végétale et les contrôles sur la chaîne alimentaire sera votée en commission agricole du Parlement européen le 20 ou le 21 Janvier à Bruxelles.

Des paysans de toute l'Europe seront présents ces jours-là en face du Parlement européen pour défendre leur droit d'échanger et de ressemer leurs semences, qui sont à la base de la souveraineté alimentaire. Soutenez et rejoignez cette action, afin de mettre plus de poids sur la nécessaire reconnaissance des droits des agriculteurs d'échanger librement et de reproduire leurs semences, et de se protéger contre les semences brevetées de l'industrie !

La manifestation sera suivie d'ateliers théoriques et / ou pratiques sur différents sujets (les semences paysannes, les brevets, les législations au niveau Européen ou national...), et d'une grande conférence sur les stratégies de résistance et pour que les paysans gagnent au maximum de ces nouvelles lois européennes.



ÉVÉNEMENTS A VENIR

25-28 novembre 2013, Brésil: Réunion du Comité International de Planification pour la souveraineté alimentaire

29 novembre 2013, Bruxelles: Conférence «L'agriculture familiale: un dialogue vers une agriculture plus durable et résiliente en Europe et dans le monde»

12-13 décembre 2013, Bruxelles: Accord commercial et de libre échange entre les Etats-Unis et l'Europe: quelles stratégies de renforcement pour faire face aux menaces du TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership. partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement)?

6-7. janvier 2014, Oxford: Conférence pour une agriculture durable à Oxford

21 Janvier, 2014, Bruxelles: grande manifestation sur les semences à Bruxelles, organisée par ECV

24 janvier 2014, La Haye, Pays-Bas: La souveraineté alimentaire: un dialogue critique

8-9 mars 2014, Groningen, Pays-Bas: week-end 'Reclaim the Seeds' (semences)

Début Mars : Deuxième réunion des paysans de ECV sur l'agroécologie, en Norvège

LIVRE: ALIMENTATION, ÉMEUTES ET DROITS

Le Centro Internazionale Crocevia (CIC) et la Fondazione Italiana per la Ricerca in Agricoltura Biologica e Biodinamica (FIRAB) annoncent la publication du livre Alimentation, émeutes et droits, en collaboration avec l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED).

Ce livre, disponible en format électronique, est la version actualisée et en anglais (FOOD. RIOTS AND RIGHTS) du livre Diritti al cibo! Agricoltura sapiens e governance alimentare, écrit par Luca Colombo et Antonio Onorati (Jaca Book ed.).

Le livre revient sur les causes et les enjeux de pouvoir derrière la récente crise alimentaire mondiale, dont on a finalement reconnu la nature structurelle.

Il est disponible en accès gratuit sur www.croceviaterra.it et directement sur rights/

RECLAIM THE SEEDS AUX PAYS-BAS.

Début mars 2013, un week-end «Reclaim the Seeds » a eu lieu à Den Bosch avec échange de semences, stands d'information, programme d'ateliers et actions en faveur des systèmes alimentaires locaux.

Le prochain, et déjà troisième, week-end «Reclaim the Seeds » aura lieu les 8 et 9 mars 2014 à Groningen dans le Nord-Est des Pays-Bas, organisé par des militants locaux et la participation de ASEED. Vous êtes tous cordialement invités!

<http://reclaimtheseeds.nl>

Food. Riots and Rights

Luca Colombo and Antonio Onorati



**POUR LA PROCHAINE EDITION DE LA NEWSLETTER NYELENI EUROPE:
ENVOYEZ VOS CONTRIBUTIONS, INFOS, RECITS, PHOTOS OU AUTRE A
info@nyelenieurope.net AVANT LE 15 JANVIER 2014!**

NOUS TRANSFORMERONS NOS SYSTÈMES ALIMENTAIRES EN EUROPE ET PRENDRONS LE CONTRÔLE DE NOS COMMUNAUTÉS.

NOUS RESISTERONS À L'EXPANSION DES SYSTÈMES AGRO-INDUSTRIELS EN EUROPE ET DANS D'AUTRES RÉGIONS.

**NOUS CONSTRUIRONS NOTRE MOUVEMENT POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN EUROPE.
(PLAN D'ACTION NYELENI EUROPE, 2011)**